Conseil communal du 03 octobre 2022

Présents à 20:00 M. HALIN, Bourgmestre-Président ;
Mme DARIMONT, M. BAGUETTE, Mme DONNEAU, Echevins ;
Mmes et Mrs. MOLL, JASON, BUCHET, DUBOIS-TIXHON,
DEJONG, PARULSKI, HAVELANGE, NOTTEBORN, LENOM-
NEURAY, GARDIER, conseillères et conseillers ;
Mme BARBASON, Présidente du CPAS ;
M. SOMMACAL, Directeur général f.f.

La séance est ouverte à 20H00.

Séance publique

1. Urgence pour un point -vote

Le Conseil communal,
Vu l'article L1122-24 du Code la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu sa décision du 22 août 2022 relative au modifications budgétaires n°1;
Vu l'introduction du dossier sur le guichet des pouvoirs locaux;
Vu le courrier du SPW de ce 30 septembre 2022 par lequel, le SPW porte à notre connaissance que les chiffres repris dans la circulaire relative aux pièces justificatives dans la cadre de l'exercice de la tutelle sur les autorités locales;
Considérant qu'il s'agit d'une erreur matériel effectuée lors de la retranscription portant sur un montant de 118 €;
Qu'en effet, le montant des dépenses totales exercice proprement dit portait sur 4.854.925,80 € alors que dans le tableau récapitulatif le bon montant est de 4.854.807,80 €;
Qu'on a moins dépensé que ce qui était inscrit;
Que néanmoins, il y a lieu de revoter la modification budgétaire n°1 avant de la transmettre à nouveau à la tutelle;
Qu'à défaut il serait impossible d'effectuer les dépenses y prévues;
Considérant que le dossier est enfin correct à la suite d'une nouvelle vérification du receveur;
Que dès lors il y a lieu de se prononcer sur l'urgence à accepter ce point lors de la présente séance avant de le voter;

Après en avoir délibéré,
à 12 voix pour , 0 voix contre() et 0 abstention(),
Le Conseil accepte d'inscrire parmi les points de la séance du jour le point "modifications budgétaires - correction de la délibération du Conseil communal du 22 août 2022 actant les chiffres de la modifications budgétaires n°1 et arrêt des nouveaux chiffres".

2. Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1- exercice 2022: approbation

Le Conseil communal,
Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de modifications budgétaires établi par le collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale),

Vu la transmission du dossier au directeur financier en date du 29/07/2022 ;

Vu l'avis favorable du directeur financier annexé à la présente délibération ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires ;

Attendu la génération et l'envoi par l'outil eComptes du tableau des prévisions budgétaires pluriannuelles ;

Considérant que la modification est justifiée par l'inflation et l'adaptation de divers prix à l'augmentation du marché, de l'index et de nécessités pour faire face à l'obsolescence de matériels;

Considérant le Courriel du SPW duquel il ressort qu'une erreur matériel de retranscription portant sur un montant de 118€ à été relevée;

Que la correction a été apportée au dépenses totales exercice proprement dit, soit 4.854.807,80 au lieu de 4.854.925,80€

Après en avoir délibéré en séance publique,

DECIDE

par 12 voix pour et 0 voix contre :

Art. 1er

1D'arrêter, comme suit, les modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2022 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	5.206.466,24	1.448.437,02
Dépenses totales exercice proprement dit	4.854.807,80	1.403.885,04
Boni / Mali exercice proprement dit	351.540,44	44.551,98
Recettes exercices antérieurs	1.363.997,46	0,00
Dépenses exercices antérieurs	25.209,01	648.054,79
Prélèvements en recettes	0,00	825.366,89
Prélèvements en dépenses	471.243,32	221.864,08
Recettes globales	6.570.463,70	2.273.803,91

Dépenses globales	5.351.260,13	2.273.803,91
Boni / Mali global	1.219.203,57	0,00

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

3. Démission d'un conseiller communal du groupe "Ecolo" - Installation du premier suppléant en ordre utile dans le mandat devenu vacant - Modification du tableau de préséance - Approbation - Vote

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le courriel du 23 août 2022 par lequel Monsieur Dorian KEMPENEERS démissionne de son mandat de conseiller communal, conformément à l'article L1122-9 dudit code;

Attendu qu'il convient de pourvoir à la vacance du mandat de conseiller communal résultant de cette démission;

Attendu que Monsieur KEMPENEERS ayant été élu sur la liste "Ecolo" lors des élections du 14 octobre 2018, ce mandat échoit au premier suppléant en ordre utile de cette liste;

Vu le courriel du 14 septembre 2022 par lequel Monsieur Patrick ONSSELS (1^e suppléant) se désiste dudit mandat;

Attendu que le mandat échoit donc à Monsieur François-Luc MOLL (2^e suppléant);

Attendu que Monsieur François-Luc MOLL réunit les conditions d'éligibilité requises par l'article L4142-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité visé par les articles L1125-1 à L1125-6 dudit code;

Considérant que Monsieur KEMPENEERS avait été désigné en qualité de chef du groupe "Ecolo";

Considérant que le groupe "Ecolo" propose la désignation de Madame Françoise LENOM- NEURAY en qualité de chef de groupe;

DECIDE A L'UNANIMITE d'accepter la démission de Monsieur Dorian KEMPENEERS de son mandat de conseillère communale à dater de ce jour.

PREND ACTE du désistement de Monsieur Patrick ONSSELS (1^e suppléant).

ENTEND la prestation de Monsieur François-Luc MOLL du serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge", prévu à l'article L 1126-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

M. le Bourgmestre et Monsieur François-Luc MOLL signent l'acte de prestation de serment.

Un exemplaire du document est remis à Monsieur MOLL, pour lui servir de titre dans l'exercice du mandat qui lui est confié.

PREND ACTE de l'installation de Monsieur François-Luc MOLL dans ses fonctions de conseiller communal, membre du groupe "Ecolo", à dater de ce jour.

Le tableau de préséance du Conseil communal s'établit comme suit à dater de ce jour : Rg X Nom Prénom Date installation (préséance) Votes nominatifs 2018 :

<i>Noms et prénoms des membres du conseil</i>	<i>Date de la 1ère entrée en fonction</i>	<i>Suffrages obtenus aux élections</i>	<i>Rang dans la liste</i>	<i>Date de naissance</i>	<i>Ordre de préséance</i>
DARIMONT Marie-Paule	4/12/2006	249	2	29/04/1963	1
HALIN Cédric	3/12/2012	813	1	10/01/1981	2
BAGUETTE Marc	3/12/2012	344	3	11/06/1967	3
JASON Benoît	3/12/2012	136	13	20/06/1957	4
BUCHET Patrice	3/12/2012	125	15	11/08/1952	5
DUBOIX-TIXHON Caroline	2/12/2015	159	14	01/04/1963	6
BRICK-DONNEAU Sandrine	11/05/2016	183	4	20/12/1978	7
DEJONG Claudy	3/12/2018	331	1	10/02/1960	8
SIMON- BARBASON Nathalie	3/12/2018	224	6	03/07/1968	9
PARULSKI Angélique	3/12/2018	143	8	13/02/1973	10
HAVELANGE Hugues	3/12/2018	136	5	19/07/1988	11
NOTTEBORN Jean- François	3/12/2018	134	3	11/07/1974	12
LENOM-NEURAY Françoise	3/12/2018	102	4	28/07/1950	13
GARDIER Blandine	3/12/2018	61	4	14/10/1981	14
MOLL François-Luc	3/10/2022	76	4	12/04/1964	15

Monsieur MOLL a déclaré s'apparenter à la liste régionale "Ecolo".
Monsieur MOLL reprendra également la place de suppléant de Madame LENOM-NEURAY à la COPALOC qui devient effective.
PREND ACTE de la désignation de Madame Françoise LENOM- NEURAY en qualité de chef du Groupe "Ecolo".

4. Contrat Rivière Vesdre : modification du représentant effectif et désignation d'un représentant suppléant en raison de la démission d'un Conseiller

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant effectif et un suppléant de la Commune à l'assemblée générale du Contrat Rivière-Vesdre (CRV) dont elle est membre ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,
DESIGNE

Mme Caroline TIXHON comme
représentante effective et Monsieur
François-Luc MOLL comme
représentant suppléant à l'assemblée
générale du CRV ainsi que comme
candidat au CA du CRV.
Copie de la présente sera transmise à
ladite asbl.

5. Région de Verviers (conférence des Bourgmestres) : désignation d'un
nouveau représentant à l'assemblée générale en remplacement du Conseiller
démissionnaire

Le Conseil communal,

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, et notamment
l'article L1122-30 ;
Considérant que, suivant les statuts de l'asbl Région de Verviers, est membre de
plein droit de l'association, un représentant de chaque groupe politique
démocratique représenté dans les conseils communaux des communes
francophones de l'arrondissement de Verviers, en dehors de celui du
bourgmestre ;
Considérant que Monsieur Cédric HALIN, du groupe Pour Olne, est membre de
plein droit,
Qu'il convient donc de désigner un représentant du groupe Le Bon Sens et un
représentant du groupe Ecolo ;
Considérant la démission du représentant du groupe Ecolo;
Il s'indique de la remplacer;

Après en
avoir
délibéré,
A l'unanimité,
DECIDE

Article unique : de désigner Monsieur François-luc MOLL comme représentant
Ecolo à l'assemblée générale de la Région de Verviers.
Copie de la présente sera transmise à ladite asbl.

6. Intercommunales : désignation d'un délégués aux assemblées générales en
remplacement d'un Conseiller démissionnaire

Le Conseil communal,

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1523-11 ;

Vu la décision du Collège communal proposant d'appliquer la formule proportionnelle majorité/opposition pour définir le nombre de délégués revenant à chaque groupe politique ;

Considérant que le groupe politique Pour Olne a droit à 3 délégués dans chaque assemblée générale d'intercommunales ; Considérant que le groupe politique Le Bon Sens a droit à 1 délégué dans chaque assemblée générale

d'intercommunales ; Considérant que le groupe politique Ecolo a droit à 1 délégué dans chaque assemblée générale d'intercommunales ;

Vu la démission de Monsieur Dorian KEMPENEERS, du groupe politique Ecolo; Considérant qu'il y a lieu de le remplacer;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article 1er : De désigner comme suit les délégués dans les intercommunales et procéder au remplacement de Monsieur Dorian KEMPENEERS :

	Pour Olne	Pour Olne	Pour Olne	Le Bon Sens	Ecolo
Intradel	DONNEAU Sandrine	PARULSKI Angélique	BUCHET Patrice	NOTTEBOR N Jean- François	LENOM- NEURAY Françoise
AIDE	BAGUETTE Marc	BUCHET Patrice	TIXHON Caroline	NOTTEBOR N Jean- François	MOLL François-Luc
CHR Verviers East Belgium	DARIMONT Marie-Paule	JASON Benoît	TIXHON Caroline	DEJONG Claudy	NEURAY Françoise
Neomansio	PARULSKI Angélique	BUCHET Patrice	TIXHON Caroline	DEJONG Claudy	NEURAY Françoise
SPI	HALIN Cédric	BAGUETTE Marc	TIXHON Caroline	NOTTEBOR N Jean- François	NEURAY Françoise
Enodia (ex Publifin)	HALIN Cédric	BARBASO N Nathalie	TIXHON Caroline	NOTTEBOR N Jean- François	MOLL François-Luc
Imio	HALIN Cédric	JASON Benoît	HAVELANGE Hugues	NOTTEBOR N Jean- François	MOLL François-Luc

Art. 2 : d'envoyer copie de la présente délibération aux délégués désignés et aux intercommunales

7. PIWACI-approbation du projet-décision

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa délibération du 20 décembre 2021 concernant l'approbation du plan d'investissement Wallonie cyclable 2020-2021;

Vu la lettre d'approbation du SPW du 10 mai 2022;

Vu le procès verbal de la réunion plénière rassemblant le Maître de l'ouvrage, le TEC, Le SPW et VOO du 31 mai 2022;

Vu les réunions du Comité cyclable reprises en annexe;

Vu le projet tel que modifié par l'Atelier Paysage en fonction des remarques des PV;

Considérant que celui-ci consiste en un réaménagement du carrefour rond-point des six chemins;

Que le but étant une amélioration du passage en tenant compte de tous types de mobilité, notamment cyclable et douce, alliant une sécurité accrue et des abords plus efficaces et plus verts;

Considérant l'avis du SPW selon lequel, l'estimation acceptée est de 202.000,00€ TVAC dont 5% de frais d'étude, hors essai, que la subvention de 75% est estimée à 127.000,00€ TVAC;

Que néanmoins, ce chiffre devra être ajusté sur base des montants réels jusqu'au décompte final;

Considérant que partant, il y a lieu d'opter pour sa réalisation au marché public de travaux en procédure directe avec publicité;

Vu le Cahier spécial des charges en annexe;

A l'unanimité,

10 voix pour, 2 voix contre(JFN,CD) 0 abstention

Approuve le projet et charge le service des travaux d'encoder la présente et les pièces en annexe sur le guichet des pouvoirs locaux.

Décide d'opter pour un marché public en procédure négociée directe avec publicité et d'approuver le Cahier spécial des charges proposé par l'auteur de projet en annexe.

8. Rapport d'activités de la RCA 2021

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport d'activités de la RCA pour l'année 2021 en annexe;

Considérant qu'il est entièrement motivé et remplit ses objectifs;

A l'unanimité,

Le Collège approuve le rapport 2021 tel qu'annexé à la présente.

9. AIDE - Assemblée générale extraordinaire 18 octobre 2022 à 18h00 : décision sur l'ordre du jour

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-11 et suivants,

Vu le courrier d'AIDE invitant notre commune à participer à l'assemblée générale extraordinaire le 18 octobre 2022,

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire avec un point unique:

-Approbation des documents concernant:

- le rapport spécial du conseil d'administration sur les modification de l'objet, des buts, de la finalité et des valeurs de modification des statuts en vue de se conformer en Code des sociétés et des associations;

- la modification des statuts de la SCRL,

- le règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée générale.

Communication pour information à l'assemblée générale des ROI adaptés par les instances conformément aux dispositions du CDLD:

- Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil d'administration,

- Règlement d'Ordre Intérieur du Bureau exécutif,

- Règlement d'Ordre Intérieur du Comité d'audit,

- Règlement d'Ordre Intérieur du Comité de rémunération.

Sont communiquer en même temps que la convocation:

- un tableau comparatif des modifications statutaires proposées mentionnant les articles modifiés et les nouvelles dispositions statutaires à approuver;

- le rapport spécial du conseil d'administration établi sur pied de l'article 6:86 du Code des sociétés et des associations;

- une note explicative sur le règlement de l'assemblée générale;

- pour information les règlements d'ordre intérieur du Conseil d'administration, du Bureau exécutif, du Comité d'audit et du Comité de rémunération;

le projet de délibération sur les points à l'ordre du jour.

Après en avoir délibéré,

10 voix pour, 0 contre, 2 absentions

DECIDE

Article unique : d'approuver le point unique de l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de l'AIDE du 18 octobre 2022 et de transmettre la présente aux représentants pour assister à l'assemblée générale.

10. Personnel communal : recrutement d'un directeur général (H/F/X)

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1124-2,

Vu la décision du Conseil communal du 12 novembre 2014 arrêtant le statut administratif des grades légaux, approuvée par monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie en date du 19 décembre 2014 et ses modifications ultérieures,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à l'emploi dans les six mois de la vacance,

Considérant que la fonction de directeur général est accessible par recrutement, par promotion ou par mobilité,

DECIDE

A l'unanimité,

art. 1 : d'approuver la procédure de recrutement et la description de fonction :
Recrutement d'un directeur général (H/F/X), grade légal, de niveau A à temps plein

A. Conditions de recrutement et épreuves de recrutement :

Conditions

- être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne;
- jouir des droits civils et politiques;
- être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- être porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau A ;
- être lauréat d'un examen dont le programme comportera les épreuves suivantes.

Epreuves d'aptitude

Pour être lauréat de l'examen, le candidat devra obtenir au moins 50% des points dans chacune des trois épreuves (éliminatoires et organisées dans l'ordre mentionné ci-après) et 60% des points au total des trois épreuves.

1ère épreuve (100 points)

- épreuve écrite portant sur la formation générale qui comprendra la rédaction d'un résumé et/ou commentaire d'une conférence de niveau universitaire (50 points)
- exposé écrit où le candidat décrit sa vision stratégique et la manière avec laquelle il compte assurer la charge qu'il vise (50 points)

2ème épreuve (200 points)

-épreuve écrite d'aptitude professionnelle permettant d'apprécier les connaissances minimales requises des candidats dans les matières suivantes :

- a. droit constitutionnel
- b. droit administratif
- c. droit des marchés publics
- d. droit civil
- e. finances et fiscalité locales
- f. Droit communal et loi organique des CPAS

3ème épreuve (200 points)

Epreuve orale d'aptitude à la fonction et à la capacité de management permettant d'évaluer le candidat notamment sur sa vision stratégique de la fonction et sur sa maîtrise des compétences nécessaires à l'exercice de cette dernière en matière de gestion des ressources humaines, de management et d'organisation du contrôle interne.

Sont dispensés des première et deuxième épreuves, les directeurs généraux d'une autre commune ou d'un CPAS nommés à titre définitif lorsqu'ils se portent candidat à une fonction équivalente.

Les trois épreuves se dérouleront sous le contrôle d'un jury composé comme suit :

- 1° deux experts désignés par le Collège communal
- 2° un enseignant (universitaire ou école supérieure)
- 3° deux représentants de la fédération des Directeurs généraux

Au terme des trois épreuves, le jury établit un rapport à l'attention du Collège communal qui, éventuellement après avoir entendu les lauréats, propose au Conseil communal un candidat en motivant son choix.

B. Descriptif de la fonction

Le directeur général est chargé de la préparation des dossiers qui sont soumis au conseil communal ou au collège communal. Il assiste, sans voix délibérative aux séances du conseil et du collège.

Le directeur général est également chargé de la mise en œuvre des axes politiques fondamentaux du programme de politique générale traduits dans le contrat d'objectifs visé à l'article L1124-1 du CDLD.

Dans ce cadre, il met en œuvre et évalue la politique de gestion des ressources humaines.

Sous le contrôle du collège communal, il dirige et coordonne les services communaux et, sauf les exceptions prévues par la loi ou le décret, il est le chef du personnel. Dans ce cadre, il arrête le projet d'évaluation de chaque membre du personnel et le transmet à l'intéressé et au collège.

Le directeur général ou son délégué, de niveau supérieur à celui de l'agent recruté ou engagé, participe avec voix délibérative au jury d'examen constitué lors du recrutement ou de l'engagement des membres du personnel.

Le directeur général assure la présidence du comité de direction.

Le directeur général est chargé de la mise sur pied et du suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services communaux.

Le directeur général rédige les procès-verbaux des séances du conseil et assure la transcription de ceux-ci.

Le directeur général donne des conseils juridiques et administratifs au conseil communal et au collège communal. Il rappelle, le cas échéant, les règles de droit applicables, mentionne les éléments de fait dont il a connaissance et veille à ce que les mentions prescrites par la loi figurent dans les décisions.

Ces avis et conseils sont annexés, à la décision du collège communal ou du conseil communal, et transmis au directeur financier.

Après concertation avec le comité de direction, le directeur général est chargé de la rédaction des projets:

- 1° de l'organigramme;
- 2° du cadre organique;
- 3° des statuts du personnel

C. Echelle de traitement

– catégorie 1 – amplitude 25 ans (indice 138.01)

Minimum : 34000.00€ maximum : 48000.00€

D. Introduction des candidatures

Les candidatures doivent être adressées à l'attention de Monsieur Cédric Halin, le bourgmestre, rue Village 37 à 4877 OLNE soit par envoi postal, le cachet de la poste faisant foi, soit par e-mail à l'adresse bourgmestre@olne.be , avant le 9 décembre 2022.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents suivants :

- une lettre de motivation
- un curriculum vitae

-un extrait de casier judiciaire
-une copie du diplôme donnant accès aux emplois de niveau A
-pour les directeurs généraux d'une autre commune nommés à titre définitifs, une attestation justifiant de leur nomination à titre définitif.
Les dossiers de candidature incomplets ou tardifs ne seront pas pris en considération.

11. Personnel communal : nomination d'un directeur général (H/F/X) - choix du mode de désignation

Le Conseil communal,
Vu la décision du Conseil communal de ce jour de prendre acte, à la date du 1er octobre 2022, de la démission de ses fonctions de Directeur général de la Commune d'Olné présentée par Monsieur Jean-Philippe EMBRECHTS,
Vu le statut administratif applicable aux grades légaux arrêté par le Conseil communal le 12 novembre 2014 et approuvé par monsieur le Ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie en date du 19 décembre 2014, et ses modifications ultérieures,
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1124-2,
Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à l'emploi dans les six mois de la vacance,
Considérant que la fonction de directeur général est accessible par recrutement, par promotion ou par mobilité,
Attendu que le Conseil communal est appelé à opérer le choix du mode de désignation,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

A l'unanimité,
d'attribuer l'emploi de directeur général (H/F/X) par recrutement .

12. ENODIA - Assemblée générale ordinaire du 4 octobre 2022 : décision sur l'ordre du jour

Le Conseil communal,
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-11 et suivants,
Vu le courrier d'Enodia invitant notre commune à participer à l'Assemblée générale ordinaire du 4 octobre 2022,
Vu l'ordre du jour :
- Approbation du rapport annuel de gestion du Conseil d'Administration - exercice 2021 (comptes consolidés) ;
- Prise d'acte du rapport du Commissaire sur les comptes annuels consolidés de l'exercice 2021 ;
- Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2021 ;
- Décharge aux Administrateurs pour leur gestion lors de l'exercice 2021 quant aux comptes consolidés ;

- Décharge au Commissaire (Collège formé par RSM Inter-Audit et Lonhienne & Associés) pour sa mission de contrôle de l'exercice 2021 (comptes consolidés) ;
- Décharge spéciale aux Administrateurs pour avoir dérogé au cours de l'exercice 2022 à l'article 41 des statuts et à l'article 3:35 du Code des Sociétés et des Associations ;
- Pouvoirs.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

à l'unanimité, soit 12 voix contre l'ensemble des points.

Article unique : propose de voter contre tous les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 4 octobre 2022 et de transmettre la présente aux représentants pour y assister.

13. CRV - Protocole d'accord 2022-2023: approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la restauration de la qualité des ressources en eaux, des cours d'eau, de leurs abords et de la biodiversité qui y est associée ne peut se concevoir durablement qu'à l'échelle d'un sous-bassin hydrographique et ne peut s'envisager que par une gestion intégrée basée sur la concertation, la coordination et une participation volontaire des différents acteurs du sous-bassin,

Vu le décret du 27 mai 2004 (M.B. 23/07/04) relatif au livre II du Code de l'Environnement contenant le code de l'Eau,

Vu le décret du 7 novembre 2007 (M.B. 19/12/07) portant modification de la partie décrétable du Livre II du code de l'Environnement, article 6 - création d'un contrat de rivière au sein de chaque sous-bassin hydrographique,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 (M.B. 22/12/08) modifiant le livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau, relatif aux contrats de rivière,

Considérant que le Contrat de Rivière est un outil de gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle du sous-bassin, ainsi qu'un organe de dialogue, de rassemblement, de coordination, d'information et de sensibilisation des différents acteurs et usagers de l'eau,

Considérant que la Commune, située dans le sous-bassin hydrographique de la Vesdre, est engagée dans le Contrat de Rivière Vesdre depuis le 23 juin 2000 (Convention d'Etude 2000-2003) et qu'elle en a officiellement signé les Conventions d'Exécution successives (dites Protocoles d'Accord),

Considérant que le Protocole d'Accord 2020-2022 arrive à son terme et que l'amélioration de la qualité des ressources en eaux doit encore se poursuivre,

Attendu qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du support financier du Contrat de Rivière Vesdre et des engagements existants,

Vu l'inventaire des « points noirs » et « points noirs prioritaires » identifiés par la Cellule de Coordination du C.R.V sur les cours d'eau de la Commune (présenté lors de la réunion du 11/07/2022), et considérant que cette liste constitue un état des lieux des cours d'eau servant de base à la détermination d'actions à mener,

Vu les lignes directrices du Contrat de Rivière établies pour le programme d'actions (détaillées en 7 objectifs),

Vu la décision du Collège du 22/09/2022 ;

Sur proposition du Collège communal,
10 voix pour, 0 voix contre, 2 abstentions

DECIDE

Art.1: de marquer sa volonté de poursuivre la participation de la Commune au Contrat de Rivière Vesdre ;

Art.2: de tenir compte des lignes directrices sous-tendant le Contrat de Rivière dans les différents projets mis en place par la Commune ;

Art.3: d'inscrire au programme d'actions 2023-2025 du Contrat de Rivière Vesdre les actions ci-annexées et pour lesquelles la Commune s'engage comme maître d'œuvre ou partenaire ;

Art.4: de prévoir les budgets nécessaires à la réalisation de ces actions dans les délais fixés ;

Art.5: le montant du subside 2022 étant de 2.340,36 €, d'inscrire au budget 2023 le montant de 2.500 euros/an au titre de subside annuel de fonctionnement à l'asbl Contrat de Rivière du sous-bassin hydrographique de la Vesdre. Le montant 2022 sera indexé en 2023, 2024 et 2025 sur base de l'augmentation de l'indice santé estimée par le Bureau Fédéral du Plan en janvier 2023, 2024 et 2025 ;

Art.6: d'autoriser la cellule de coordination du Contrat de Rivière Vesdre à effectuer sa mission d'inventaire de terrain sur les cours d'eau dont la Commune a la gestion ;

Art.7: d'informer le Comité de rivière et au besoin d'utiliser les services de la cellule de coordination en matière de concertation pour tous projets, travaux à proximité d'un cours d'eau ou en lien avec les ressources en eau.

Art.8: de communiquer la présente délibération à la Cellule de Coordination du CRV avant le 18 octobre 2022.

14. Environnement – Actions de prévention 2023: mandat à Intradel

Le Conseil communal,

Le Conseil communal,

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation :

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, ci-après dénommé l'Arrêté ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 2019 modifiant l'AGW du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets (dit AGW « petits subsides ») pour y intégrer une majoration des subsides prévention de 0.50 €/hab. pour les communes s'inscrivant dans une démarche Zéro Déchet ;

Vu le courrier d'Intradel (en annexe) par lequel l'intercommunale propose quatre actions zéro déchet à destination des écoles et des ménages, à savoir :

1. Campagne de sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire

Dans le prochain AGW déchets-ressources, de nouvelles dispositions favorisant la lutte contre le gaspillage alimentaire vont être prises afin de diminuer les pertes alimentaires. En effet, le gaspillage alimentaire est lourd de conséquences pour l'environnement mais également pour les dépenses des familles :

- 15 à 20 Kg, c'est la quantité de denrées alimentaires que chaque citoyen gaspille par an en Belgique ;

- 174 €, c'est en moyenne la somme que chaque belge dépense par an en jetant de la nourriture à la poubelle.

Vu la hausse des prix de l'énergie que nous vivons actuellement, il est important de proposer une action ZD qui va permettre aux familles de réduire leurs dépenses pour se nourrir en limitant le gaspillage alimentaire. C'est donc dans cette optique qu'il est proposé d'organiser des ateliers de lutte contre le gaspillage alimentaire avec un focus sur comment bien conserver les aliments en faisant appel à différentes techniques : conservation classique, déshydratation, congélation, stérilisation... La bonne gestion du frigo, les dates de péremption et tout autre conseil utile pour limiter ce gaspillage seront également rappelés lors des ateliers. Des supports de communication (fiches recettes, fiches méthodes de conservation...) seront développés afin de poursuivre cette sensibilisation une fois les ateliers terminés. Ils seront fournis aux participants des ateliers et aux communes afin de les mettre à disposition de leurs citoyens.

Au minimum un atelier sera proposé par commune. Le nombre définitif sera calculé au prorata du nombre d'habitants de la commune qui définit le budget alloué.

Cette campagne aura lieu durant toute la période de récolte des fruits et légumes de saison afin de respecter le calendrier de culture des fruits et légumes de chez nous.

2. Campagne de sensibilisation au ZD – focus réemploi/réparation – à destination des écoles primaires

Apprendre aux enfants à réparer, donner, upcycler... dès le plus jeune âge permet de développer une attitude éco-responsable et de préparer le comportement des citoyens de demain.

C'est dans cet objectif qu'il est proposé de réaliser un livret destiné aux enfants de l'enseignement fondamental tout réseau confondu proposant des activités ludiques axées sur la thématique du réemploi/réparation. Ce livret sera accompagné d'un dossier pédagogique destiné aux professeurs afin de l'intégrer dans leur programme d'éducation. Ce livret sera soutenu par des challenges, défis entre classes et écoles qui seront lancés par Intradel dès janvier 2023 et ce jusqu'à la fin de l'année scolaire 2023-2024.

Cette campagne sera lancée en novembre 2023 dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets afin d'améliorer la communication de ce projet et le faire connaître au plus grand nombre.

3. Poursuite de la sensibilisation à l'eau du robinet : prime à l'achat de gourdes

En 2022, Intradel a lancé une campagne de sensibilisation à l'eau du robinet via son bar à eau. Outre les avantages environnementaux, boire l'eau du robinet permet d'économiser plus de 300 € par hab/an ! (= 1.5l d'eau/jour/personne au prix moyen de 1 € la bouteille de 1.5 L en plastique)

Tout comme éviter le gaspillage alimentaire, boire l'eau du robinet est une action ZD qui permet d'alléger de manière significative les dépenses des ménages. Afin de poursuivre cette campagne de sensibilisation, il est proposé l'octroi de primes à l'achat de gourdes pour les familles qui auront poursuivi un parcours de sensibilisation spécifique sur le site web d'Intradel. Les primes seront octroyées directement aux familles sans intervention des communes. Le nombre de primes octroyées par commune sera calculé au prorata du nombre d'habitants de la commune qui définit le budget alloué.

Cette campagne de sensibilisation sera lancée la semaine de la journée mondiale de l'eau, le 23 mars 2023.

4. Campagne de sensibilisation au ZD dans la salle de bain : prime à l'achat d'objets ZD

Privilégier le réutilisable à la place du jetable dans la salle de bain permet de réduire également de manière significative ses déchets tout en évitant de contaminer les stations de traitement des eaux avec des lingettes à usage unique encore trop souvent jetées dans les toilettes. Cette campagne de sensibilisation va aborder autant les solutions ZD pour l'hygiène masculine que pour l'hygiène féminine : lingettes démaquillantes réutilisables, shampoings solides, oriculis, sacs à savon, serviettes hygiéniques réutilisables, cups menstruelles....

Cette campagne de sensibilisation se traduira par un parcours de sensibilisation spécifique sur le site web d'Intradel et l'octroi d'une prime à l'achat d'objets ZD destinés à l'hygiène masculine et féminine. Les primes seront octroyées directement aux familles sans intervention des communes. Le nombre de primes octroyées par commune sera calculé au prorata du nombre d'habitants de la commune qui définit le budget alloué.

Cette campagne sera lancée lors de la semaine de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle, le 28 mai 2023.

Considérant que ces actions vont permettre de sensibiliser les citoyens sur l'importance de réduire sa production de déchets ;

Considérant l'avis de l'Echevine en charge de la compétence Déchets ;

Vu la décision du Collège communal du 22/09/2022 ;

Sur proposition du Collège communal,

DECIDE

10 voix pour, 0 voix contre, 2 abstentions(JFN, CD)

Article 1 : de mandater l'intercommunale Intradel pour mener les 4 actions ZD locales 2023 reprises ci-dessus.

Article 2 : de mandater l'intercommunale Intradel, conformément à l'article 20§2 de l'Arrêté, pour la perception des subsides relatifs à l'organisation des actions de prévention précitées prévus dans le cadre de l'Arrêté.

Article 3: de transmettre une copie de la présente délibération à Intradel (Port de HERSTAL, Pré Wigi 20, 4040 Herstal).

15. Fabrique d'église Saint Hadelin - budget 2023 : approbation

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes,

Vu les articles L3161-1 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation,

Vu le budget 2023 arrêtée par le Conseil de fabrique d'église de la paroisse Saint Hadelin en séance du 15 juillet 2022,

Considérant que le budget mentionné ci-dessus est parvenu à l'Administration communale en date du 22 août 2022,

Attendu qu'en date du 25 août 2022, le Chef diocésain a arrêté les dépenses relatives à la célébration du culte et approuvé le budget 2023 pour le surplus, sous réserve des corrections suivantes :

*D6c : revues diocésaines - 50,00€ au lieu de 45,00€ (tarif 2023)

*D4 : huile pour lampe ardente - 95,00€ au lieu de 100,00€ (pour maintenir l'équilibre)

Le budget 2023 portant :

en recettes, la somme de 28.680,00 €

en dépenses, la somme de 28.680,00 €,

Le budget se clôturant en équilibre.

Attendu qu'il y a lieu dès lors d'approuver ledit budget,

Après en avoir délibéré,

Par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention,

DECIDE

Art. 1 : D'approuver les corrections établies par le Chef diocésain, à savoir :

*D6c : revues diocésaines - 50,00€ au lieu de 45,00€ (tarif 2023)

*D4 : huile pour lampe ardente - 95,00€ au lieu de 100,00€ (pour maintenir l'équilibre)

Art. 2 : D'approuver le budget pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de la paroisse Saint-Hadelin d'Olné, arrêté par son Conseil de fabrique en date du 15 juillet 2022 et corrigée par le Chef diocésain en date du 25 août 2022, portant :

en recettes, la somme de 28.680,00 €

en dépenses, la somme de 28.680,00 €

Le budget se clôturant en équilibre.

Avec un Fonds de réserve ordinaire de 9.235,68 €

Un Fonds de réserve extraordinaire - Travaux au presbytère de 24.481,40 €

Un Fonds de réserve extraordinaire - Travaux à l'église de 18.552,38 € (montant corrigé)

Un Fonds de réserve extraordinaire - Placement de capitaux de 0 €

Art. 3 : De notifier la présente décision à la Fabrique d'église Saint-Hadelin ainsi qu'à l'Évêché de Liège.

Art. 4 : De procéder à la publication par voie d'affichage de la présente décision.

Art. 5 : D'informer la Fabrique d'église et le Chef diocésain de la possibilité d'introduire un recours auprès du Gouverneur de la Province de Liège dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

16. Fabrique d'église Saint Sébastien - budget 2023 : approbation

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes,

Vu les articles L3161-1 et suivants du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation,

Vu le budget pour l'exercice 2023 arrêté par le Conseil de fabrique d'église de la paroisse Saint Sébastien en séance du 7 juin 2022,

Considérant que le budget mentionné ci-dessus est parvenu à l'Administration communale en date du 25 août 2022,

Attendu qu'en date du 26 août 2022, le Chef diocésain a arrêté les dépenses relatives à la célébration du culte et approuvé le budget 2023 pour le surplus, en recettes, la somme de 6.045,77 €
en dépenses, la somme de 6.045,77 €,
Le budget se clôturant en équilibre tout en comprenant une prévision d'intervention communale de 514,43€,
Attendu qu'il y a lieu dès lors d'approuver ledit budget,
Après en avoir délibéré,
Par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention,
DECIDE

Art. 1 : D'approuver le budget pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de la paroisse Saint Sébastien d'Olne, arrêté par son Conseil de fabrique en date du 7 juin 2022.

Le budget 2023 portant :
en recettes, la somme de 6.045,77 €
en dépenses, la somme de 6.045,77 €,
Le budget se clôturant en équilibre.

Art. 2 : De prévoir une intervention communale de **514,43 €**. Celle-ci devant être inscrite au budget communal 2023 et libérée, si l'injection du résultat du compte N-1 ne permet pas solutionner cette intervention.

Art. 3 : D'acter qu'il n'y a plus, à ce jour, de sommes inscrites sur les Fonds de réserve (ordinaire, extraordinaires et placement).

Art. 4 : De notifier la présente décision à la Fabrique d'église Saint Sébastien ainsi qu'à l'Evêché de Liège.

Art. 5 : De procéder à la publication par voie d'affichage de la présente décision.

Art. 6 : D'informer la Fabrique d'église et le Chef diocésain de la possibilité d'introduire un recours auprès du Gouverneur de la Province de Liège dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

17. Royale Jeunesse Sportive Olnoise - Subside ponctuel - décision

Le Conseil communal,
Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
Vu sa délibération en date du 14 décembre 2020 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu la demande de la Royale Jeunesse Sportive Olnoise datée du 1er juin 2022, sollicitant un subside de la commune en vue de l'organisation d'une activité ponctuelle, à savoir : le tournoi de football qui a eu lieu le week-end du 28 mai 2022,
Attendu que cette Asbl a une existence de plus d'un an,
Attendu que cette association compte au moins dix membres,

Attendu que ce subside doit servir à financer la prise en charge d'une partie des frais liés à cette activité,

Vu les pièces annexées à la demande,

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

Par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention,

DECIDE :

Art.1 : De prendre en compte la demande de la Royale Jeunesse Sportive Olnoise datée du 1er juin 2022 et ce, malgré son introduction hors délai réglementaire.

Art.2 : D'accorder à cette Association un subside pour activité ponctuelle d'un montant de 250,00 euros destiné à la prise en charge d'une partie des frais occasionnés pour cette activité qui a eu lieu le week-end du 28 mai 2022 et plus précisément, une partie de l'achat des médailles et des trophées.

Art.3 : D'imputer le subside sur l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2022.

Art.4 : De libérer ce subside dès la production des pièces justificatives et du compte de l'activité.

Art.5 : Que le bénéficiaire devra faire parvenir, le cas échéant, dès le début de l'année 2023, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, suivant le montant global, le bilan de l'association pour l'année 2022.

18. Asbl Le Levant Olnois - Contrôle de la subvention allouée en 2021

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,

Vu sa délibération en date du 14 décembre 2020 concernant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,

Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi de la subvention qui a été allouée en 2021 à l'Asbl Le Levant Olnois,

Après en avoir délibéré,

Par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention,

DECLARE avoir vérifié l'emploi de la subvention accordée à l'Asbl Le Levant Olnois pendant l'année 2021 et ce sur base des documents fournis par le bénéficiaire.

19. Asbl Le Levant Olnois - octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement : approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,

Vu sa délibération en date du 14 décembre 2020 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,

Vu sa délibération en date de ce jour déclarant avoir vérifié l'emploi du subside alloué à l'Asbl Le Levant Olnois en 2021,

Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement à certaines associations afin de leur permettre de réaliser en 2022 leurs objectifs, ceux-ci étant de nature à rencontrer les besoins de la population olnoise,

Vu la demande de subside annuel de fonctionnement de cette association en date du 30 juin 2022,
Attendu que cette Asbl a une existence reconnue d'au moins un an,
Vu la liste de tous les membres de cette association,
Attendu que Le Levant Olnois demande un subside majoré, comme le prévoit le règlement mentionné ci-dessus, car il s'agit d'une association devant entretenir des infrastructures, étant reconnue, pour le moins, régionalement, comptant plusieurs dizaines de membres Olnois et qui organise une activité d'intégration par le sport « Ensemble et différents »,
Après en avoir délibéré,
Par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention,

DECIDE :

- 1) D'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de 240,00 euros majorée de 1.260,00 euros à l'Asbl Le Levant Olnois.
- 2) D'imputer ce subside à l'article 764/332-02 du budget ordinaire 2022
- 3) Que le bénéficiaire devra faire parvenir dès le début de l'année 2023, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, le cas échéant, le bilan de l'association pour l'année 2022.

20. Communication et points d'actualité

Le Conseil communal,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Les membres du Collège entendent les questions posées et y répondent en séances.

21. Approbation du Procès-verbal du Conseil du 25 août 2022

Le Conseil communal,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant qu'il n'y a aucune remarque sur le Procès-verbal de la séance passée;
A l'unanimité,
Approuve le procès-verbal de la séance du 27 juin 2022.

La séance publique est levée à 21H00 et reprend immédiatement à huis clos.

Séance à huis clos

La séance est levée à 22H00.

Pour le Conseil,
Le Directeur général f.f.,

Le Président,

M. SOMMACAL

C. HALIN